

Nicolai Petro : la crise politique en Ukraine s'aggrave

Nicolai N. Petro est professeur de science politique à l'Université de Rhode Island et a auparavant été assistant spécial du Département d'État américain chargé de la politique concernant l'Union soviétique. Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> YouTube : <https://www.youtube.com/@GDiesen1> Soutenez la recherche : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdiesen Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Nikolai Petro est avec nous aujourd'hui. Il est professeur de science politique à l'université de Rhode Island et a également été assistant spécial du département d'État américain pour la politique relative à l'Union soviétique. Merci donc de revenir dans l'émission. Ravi de vous revoir, Ivan. Nous savons que la guerre en Ukraine est une guerre d'usure. Mais, là encore, elle a changé de nature à plusieurs reprises au cours des quatre dernières années et demie. Et avec ce nouveau cycle d'escalade, je dirais qu'elle est entrée dans une phase très dangereuse. L'accent est une nouvelle fois largement mis sur le fait de porter la guerre en Russie et de faire ressentir la douleur aux Russes. Et beaucoup la ressentent, effectivement. Mais, en Occident, un sujet souvent moins populaire, c'est la situation de l'Ukraine, et les problèmes qui s'y accumulent. Car il y en a. Elle connaît de graves problèmes militaires et économiques, des problèmes politiques, ainsi que de nombreuses difficultés sociales. Je me demandais donc ce que vous voyez actuellement se passer à l'intérieur de l'Ukraine.

#Nicolai Petro

Eh bien, on voit des tensions évidentes au sein de l'élite politique. Elles débordent sur l'armée, alors que différents groupes et factions de l'appareil gouvernemental ukrainien cherchent à se positionner en prévision des élections qui devraient avoir lieu après la fin de la guerre. J'écoutais donc certains commentateurs ukrainiens, notamment Ruslan Bortnik, qui a de bons réseaux en Occident comme en Ukraine. Et il a évoqué quelque chose auquel je n'avais pas pensé : s'il y a un cessez-le-feu, cela ne signifie pas nécessairement que la loi martiale prend fin, ni que des élections doivent automatiquement être organisées en vertu de la Constitution.

Un cessez-le-feu, comme le demande l'Ukraine, permet seulement de suspendre les pertes humaines, le fait d'infliger ces pertes. Mais il n'impose pas la reprise d'une vie politique normale, ce

qu'exigerait un accord de paix. Autrement dit, la Russie tient à un accord de paix. Elle rejette le cessez-le-feu, qu'elle considère en fait comme une étape intermédiaire qui ne favorise pas un règlement de paix définitif, mais qui constitue plutôt une tentative de l'Ukraine pour reconstituer ses stocks et se remettre en état, au lieu de réellement régler le conflit. Il a donc souligné — et je pense que cela explique en partie l'insistance de l'Ukraine sur un cessez-le-feu plutôt que sur un accord de paix — qu'un cessez-le-feu n'obligerait pas les autorités ukrainiennes à se soumettre ensemble au vote populaire.

#Glenn

Mais qu'en est-il sur le plan militaire et économique ? Parce que, si l'on regarde l'économie, il y a la crise énergétique. C'est quelque chose que je vois souvent mentionné dans les commentaires d'Ukrainiens. Quand on consulte différents médias, c'est un sujet d'inquiétude. Autrement dit, si l'objectif est de renforcer la position de l'Ukraine dans les négociations, cela pourrait être compromis si le conflit se prolonge maintenant jusqu'à l'hiver. Car si les choses commencent à se déliter, la position russe ne ferait que se renforcer davantage. Et je constate, oui, une inquiétude croissante à ce sujet en Ukraine. Alors, à quel point est-ce grave ?

#Nicolai Petro

Eh bien, cette semaine, le 3 août, a marqué la fin de la très médiatisée campagne ukrainienne annoncée fin juin pour contraindre la Russie à venir à la table des négociations, appelée opération Coercition. Le président Zelensky l'avait présentée comme une campagne de quarante jours, une campagne militaire intensifiée contre la Russie. Pas sur le terrain, mais par des frappes : des frappes à longue portée, en profondeur et par missiles, contre des raffineries, des bases logistiques et d'autres cibles. L'objectif était d'inspirer la peur à la population russe et, comme l'ont dit Zelensky et les commandants militaires, de ramener la guerre en Russie. Cette campagne a donc pris fin le 3 août. Son objectif déclaré était de contraindre la Russie à venir à la table des négociations et à négocier sérieusement, c'est-à-dire à accepter les conditions de l'Ukraine dans les négociations. Mais elle a échoué.

La Russie n'a montré aucune volonté accrue. Et, en réalité, elle a répondu à cette campagne non pas par une riposte directe, coup pour coup, mais, comme l'a dit un autre commentateur ukrainien populaire, Kostya Bondarenko — je pense qu'il exagérerait peut-être pour l'effet —, pour chaque missile que nous envoyons, la Russie en envoie vingt. Donc, nous n'y gagnons pas. Ce n'est pas une bonne affaire pour nous. Et je m'attendrais — il n'y a aucune raison de ne pas s'y attendre — à ce que cette logique se poursuive : lorsque l'Ukraine attaque une certaine catégorie de cibles, la Russie répond non pas à l'identique, mais par une escalade, dans le but de forcer l'Ukraine à revoir sa stratégie en infligeant des dégâts encore plus importants. C'est probablement ce qui continuera tant que l'Ukraine poursuivra cette stratégie de coercition, visant à contraindre la Russie à s'asseoir à la table des négociations.

Et d'après ce que nous pouvons tous lire, les ressources, toutes les ressources dont dispose l'Ukraine, sont toutes extérieures. Autrement dit, le financement est assuré par l'Union européenne. Les missiles, s'ils sont américains, sont achetés par les Européens. S'ils sont européens, ils sont malgré tout vendus à l'Ukraine à crédit, ce qui l'endette davantage. Mais ces ressources, telles qu'elles sont et telles qu'elles ont été promises, ne renforcent pas significativement les capacités de l'Ukraine. Autrement dit, il me semble que tous les efforts ont été faits pour acculer la Russie, au cours de ce mois de juin, de juillet et du début août.

Et peut-être en comprenant qu'après cela, les conditions ne seront pas aussi bonnes. Et je suppose que, pour répondre à l'aspect politique de votre question, il est au moins plausible de penser que les renvois au sein du gouvernement, le remaniement de l'armée, l'éviction du ministre de la Défense et du commandant des forces armées sont tous, en partie, des signes de l'échec de cette campagne militaire à contraindre la Russie à la table des négociations, parce qu'il s'agissait d'une tactique différente. Autrement dit, au fond, l'Ukraine estimait qu'elle ne pouvait pas réaliser beaucoup de percées sur le champ de bataille.

Les avancées qui ont eu lieu au début de cette année ont été rendues possibles grâce à des brigades d'assaut spéciales, créées par le général Zaloujny, désormais limogé. Il a détourné des ressources, des ressources vitales, d'autres secteurs du front afin d'obtenir des percées dans des zones précises et ciblées, soit pour contenir les Russes, soit pour tenter de les repousser. Et dans son dernier discours d'adieu, il s'attribue le mérite de cette stratégie. Il dit : « Grâce à mon innovation avec les brigades d'assaut, l'Ukraine a reconquis sept cents kilomètres carrés de territoire et elle est désormais une armée qui avance, qui progresse. » Mais de nombreux analystes contestent l'exactitude de cette affirmation. Ils disent que, dans le meilleur des cas, ce qui s'est produit, c'est que la zone grise, ce no man's land disputé que l'on voit sur les cartes entre l'Ukraine et la Russie, s'est élargie tout le long du front, sans changement significatif d'un côté ou de l'autre.

C'est la version ukrainienne, je dirais la version ukrainienne critique. La version officielle russe, telle que Poutine l'a répétée, sans entrer dans les détails, indique que les forces russes progressent tout le long du front. Ce qui ne serait probablement pas une tactique militaire très judicieuse. Autrement dit, il serait sans doute plus logique de concentrer les forces et d'encercler certaines régions, puis de laisser le reste du front suivre. Quoi qu'il en soit, ils disent progresser sur tout le front. Et si vous lisez les médias russes, ce qui frappe, c'est que, plus ou moins chaque jour, il y a un village dont ils annoncent la prise. Donc, si l'on en croit la presse russe, il y a clairement une dynamique en faveur des forces russes.

Mais l'Occident considère que ce n'est pas significatif, ou que c'est contesté, et les sources ukrainiennes le nient catégoriquement. On en est donc réduit à comparer ces différents récits. Et cela influence, dans une certaine mesure, le calcul politique. Mais pas en Occident, parce que l'Occident ne rapporte que les versions ukrainiennes et ne tient pratiquement aucun compte des affirmations russes concernant des avancées. Et dans la mesure où l'opinion des élites et l'opinion politique en Occident sont façonnées par ces seuls récits de la presse occidentale, nous avons peut-

être une image complètement déformée de la guerre. Du moins, certains analystes — John Mearsheimer, Danny Davis, Scott Ritter, et d'autres peut-être moins connus — soutiendraient que la situation sur le front est reflétée plus fidèlement par les récits russes.

#Glenn

Je dirais la même chose parce que, bon, vous avez effectivement ces données de géolocalisation provenant de personnes qui essaient de cartographier l'évolution des frontières.

#Nicolai Petro

Tout d'abord, c'est un instantané. Et il faut en prendre beaucoup pour voir les choses. Ensuite, encore une fois, compte tenu de la nature de la guerre par drones, où les drones arrivent puis repartent, et de la difficulté à prendre du territoire dans cette zone grise, ce qui se produirait à la suite de frappes répétées de drones, puis d'une avancée, puis de la mise en place de fortifications, peut-être que, logiquement, le seul moment où l'on pourrait dire qu'une région est plus ou moins sécurisée, c'est une fois les fortifications en place. Et je m'attendrais à ce que cela prenne au moins quelques semaines. Or, nous sommes une société très impatiente. Nous voulons savoir ce qui se passe.

Qu'est-ce qui s'est déjà passé ce matin ? Et je l'avoue, je fais la même chose. J'ai le sentiment que, d'un côté, on me dit que le monde change si rapidement. Alors, le matin, je me lève, je lis le fil d'actualité et j'attends le changement. Vous savez, qu'est-ce qui a littéralement changé depuis hier soir ? Et je suis presque constamment déçu quand je regarde les lignes de front, les événements et les changements qui se sont produits. Alors peut-être y a-t-il une sagesse plus profonde sur laquelle nous devrions réfléchir : la guerre connaît des vicissitudes. On avance. Puis, peut-être, on perd quelques batailles. J'ai été frappé par quelqu'un.

J'ai lu cela, qui disait que, vous savez, nous ne devrions pas être surpris que, de temps à autre, même s'il y a, disons, une avancée russe systématique sur tous les fronts pendant plusieurs mois, l'Ukraine réussisse parfois à contre-attaquer. Parce qu'Hitler a lui aussi réussi à contre-attaquer, je crois, dès les tout premiers mois de 1945. Il a mené une ou deux contre-offensives spectaculaires, mais finalement infructueuses, en avançant des forces d'élite dans une poche, dans l'espoir de pouvoir la tenir. Mais ensuite, il y a l'élan de la guerre. Et c'est quelque chose auquel nous devrions vraiment être plus attentifs. L'élan de la guerre, ce n'est pas seulement ce qui se passe au front. Ce sont aussi les moyens logistiques qui alimentent le front, l'économie, et sa capacité à fournir des munitions et un soutien général : de la nourriture, des transports vers le front, des approvisionnements portuaires, de l'électricité. Toutes ces choses sont, au final, essentielles pour maintenir cet élan.

À tout moment, une bataille peut basculer d'un côté ou de l'autre. Mais cela peut facilement être inversé s'il n'y a pas suffisamment de soutien global. Et la Russie peut clairement compter sur elle-

même, essentiellement, pour obtenir ce soutien. Je ne contesterais pas que l'économie russe souffre de ces attaques, mais... l'Ukraine dispose de ressources qui n'ont pas encore été exploitées, des ressources intérieures. Des réserves d'argent peuvent être réaffectées. Et j'espère qu'à un moment donné, on comprendra qu'après vingt-et-un paquets de sanctions infernales, le suivant ne sera pas sensiblement différent. Il n'y a aucune raison logique de penser qu'il le sera. Il faut donc faire davantage de la même chose, mais sans s'attaquer à la capacité fondamentale de la Russie, en tant qu'immense pays, en tant que pays doté d'énormes ressources internes et, pour l'instant, de la volonté populaire de combattre, ainsi que du soutien de la population et des élites à cette ligne de conduite dans la guerre.

Cela contraste fortement avec l'Ukraine, où les querelles internes sont constantes. Il n'y a pratiquement pas de ressources nationales, ou alors celles qu'ils ont diminuent rapidement. Par conséquent, le soutien à l'effort de guerre vient de l'Occident. Et ce soutien, comme je l'ai dit, est global : financier, politique et militaire, et bien sûr en matière de renseignement. Sans une augmentation de tous ces éléments au fil du temps, l'Ukraine est assurément vouée à l'échec. Je pense que n'importe quel analyste le dirait. À moins que la Russie — et je ne l'ai jamais dit auparavant, mais j'y ai beaucoup réfléchi, et cela mérite d'être dit — ne choisisse de perdre.

Autrement dit, je ne pense pas que la Russie puisse être vaincue, tout comme l'Amérique ne pouvait pas être vaincue au Vietnam. Mais l'Amérique pouvait se vaincre elle-même. L'Amérique pouvait dire : bon, ça n'en vaut plus la peine. On s'en va, et je ne m'intéresse plus aux conséquences, ni à ce qui se passera ensuite. Une grande puissance a toujours cette option : dire, vous savez, j'en ai assez. Nous allons rentrer chez nous, panser nos plaies et, au fond, renoncer à la logique stratégique pour laquelle nous avons mené cette guerre. Ils la redéfiniront d'une certaine manière, mais c'était évident. Tout comme la guerre du Vietnam et la guerre d'Afghanistan, elles ont très vite été interprétées comme des défaites des États-Unis. Et je pense qu'à partir de là, c'était à juste titre.

Et tout ce qui y ressemblerait en Russie serait considéré comme une défaite pour la Russie. Donc, le consensus aujourd'hui en Russie, c'est qu'ils n'ont pas à faire ce choix. Et rien de ce qui s'est passé jusqu'ici, en termes de frappes que l'Ukraine a pu mener contre les approvisionnements logistiques, contre les raffineries de pétrole et, parfois, contre des stations de chars, des dépôts de pétrole, des stations-service, ne change vraiment ce calcul de manière perceptible. Et il serait difficile d'imaginer — peut-être pouvons-nous l'imaginer ensemble, car je pense que c'est la seule possibilité de salut pour l'Ukraine, pour sa stratégie — de faire quelque chose de si horrible et de si radical à la Russie qu'elle en serait ébranlée par le choc.

Maintenant, si cela se produisait, la question serait : comment la Russie réagirait-elle ? Se replierait-elle comme un animal blessé ? Ou dirait-elle : bon, maintenant, il n'y a plus de limites. Il y aura une mobilisation générale. À l'heure actuelle, l'armée russe combat en Ukraine en étant en infériorité numérique par rapport aux forces présentes sur la ligne de front. Mais si les Russes décidaient d'

appliquer une mobilisation générale, ils devraient pouvoir rassembler au moins trois fois plus de forces que l'Ukraine n'en a sur le front. Et j'imagine aussi que l'impact psychologique de cela viendrait s'ajouter aux problèmes déjà bien connus de l'Ukraine en matière d'effectifs et d'usure.

#Glenn

Encore une fois, il y a bien sûr une marge d'escalade. Mais pour l'Ukraine, si ces quarante jours de frappes en profondeur sur la Russie n'ont pas marché, ils annoncent plus ou moins maintenant qu'ils vont faire davantage de la même chose. Ce n'est généralement pas un signe de réussite. C'est un peu comme l'Union européenne avec son vingt-et-unième paquet de sanctions : cette fois, ça va faire la différence, comme si le vingt-et-unième allait accomplir ce que les précédents n'ont pas fait. Mais comme vous l'avez dit plus tôt, c'est peut-être une exagération, mais si les Ukrainiens peuvent lancer un missile, les Russes peuvent en riposter avec vingt. On voit bien que les Russes ne se sont pas repliés comme un animal blessé. Ils ont au contraire gravi l'échelle de l'escalade. Parce que, quand on voit ce qui se passe aujourd'hui à Kyiv, la Russie ne faisait pas cela auparavant.

Le blocus naval contre l'Ukraine n'avait pas fait ça auparavant. Et c'est un moment intéressant pour l'Ukraine de le faire, parce que maintenant qu'elle a son plus gros problème de défense aérienne, comme tout au long de la guerre, c'est le moment où l'on décide de monter d'un cran dans l'escalade, alors qu'elle est assez vulnérable. Et on voit les missiles et les drones russes, vous savez, passer à travers.

#Nicolai Petro

Non. La réaction initiale au G7 et aux rencontres d'Ankara entre Trump et Zelensky — pardon, oui, Trump et Zelensky — a été relativement positive dans la presse ukrainienne, ou du moins dans les segments de la presse ukrainienne réputés proches du gouvernement. Ils ont dit : regardez, l'engagement a été rétabli. Les relations avec les États-Unis ont été rétablies. Trump nous a, en substance, donné son feu vert pour aller de l'avant et a dit que nous pouvions gagner maintenant, ce qu'il n'avait pas dit l'an dernier. Mais certains observateurs ukrainiens avisés ont dit qu'il cherchait peut-être à pousser l'Ukraine à se surmener. Il a peut-être dit : oui, allez-y, essayez. Vous voyez, je ne vous empêche pas de le faire. Faites tout ce que vous pouvez avec les forces dont vous disposez, et voyez ce que ça donne.

Vous avez vos quarante jours. Revenons sur la question au bout de quarante jours. Et si c'était le cas, et s'il ne s'attend pas vraiment à ce que l'Ukraine fasse mieux que par le passé, alors cela renforcerait la position de Trump face aux faucons du Congrès et à l'establishment militaire et du renseignement. Il pourrait dire : eh bien, vous savez, c'était le mieux qu'ils pouvaient faire. En quarante jours, comme on dit en anglais, ils ont jeté toutes leurs forces dans la bataille. Ils ont tout donné. Et la situation ne s'est pas rapprochée d'une résolution pacifique. En fait, cela a davantage endommagé les infrastructures militaires et civiles de l'Ukraine, et alimenté le chaos que nous observons actuellement au sein des élites politiques, ainsi que les luttes internes croissantes. Une

partie de cela se manifeste d'ailleurs par des enquêtes pénales pour corruption, inattendues mais persistantes.

Par exemple, l'ambassadrice ukrainienne aux États-Unis, Olga Stefanishyna, a démissionné lundi. Elle fait désormais l'objet de deux inculpations pénales pour corruption et est rappelée à Kyiv pour répondre à ces accusations. Bon, mais c'est devenu monnaie courante, maintenant. J'imagine que cela montre à tous ceux qui font partie du système politique ukrainien que tout le monde est vulnérable, peut-être même le président. Ce serait, en quelque sorte — sans mauvais jeu de mots — l'atout maître que quelqu'un pourrait jouer. Car il y a toutes ces... il reste encore des dizaines d'heures, voire davantage, d'enregistrements qui ont conduit à la chute d'Andriy Yermak et à la fuite en Israël de Timur Mindich.

#Nicolai Petro

Connu comme le confident de Zelensky et le portefeuille de Zelensky, sans parler d'autres personnes auparavant. Donc, tout le monde est vulnérable. On suppose largement que Zelensky est enregistré quelque part sur ces bandes, qui n'ont pas été publiées mais qui pourraient l'être au moment voulu. On l'y entendrait clairement, vous savez, impliqué dans une sorte de transactions illégales. Voilà la spéculation. Et il pourrait y avoir beaucoup de bombes à retardement, en réalité. La seule question, pour les acteurs politiques internes en Ukraine, c'est de savoir quand les publier. Est-ce qu'on les publie maintenant pour provoquer l'effondrement du gouvernement ?

Comment cela affecte-t-il l'effort de guerre, mais aussi vos perspectives, celles de vos candidats ou de votre faction, après la guerre ? Ou bien les rendez-vous publics une fois la guerre terminée, en prévision de la campagne visant à dénigrer Zelensky et à faire en sorte que... Zelensky est très impopulaire, selon les sondages. Il est peut-être l'homme politique ukrainien le plus populaire, mais c'est au sein d'un groupe très médiocre, dont tous les membres ont des taux d'approbation très faibles. Et beaucoup ne souhaiteraient pas le voir rester président si la guerre prenait fin. Cela dit, quoi que cela veuille dire — qu'il s'agisse d'un cessez-le-feu ou de la paix — ce n'est pas précisé. Mais si la guerre s'achève, ils voudraient tourner la page Zelensky. Et donc, peut-être que la meilleure chose à faire est de garder ces enregistrements disponibles pour les jours d'après-guerre, pour l'affrontement politique.

#Glenn

Eh bien, comme vous l'avez dit, le gouvernement a traversé de nombreuses crises politiques. Évidemment, le scandale de corruption a entraîné la chute de beaucoup de personnes de l'entourage proche de Zelensky. Certains ont aussi quitté les rangs, comme son ancien porte-parole, qui s'est retourné contre lui. Et maintenant, l'ambassadrice aux États-Unis part elle aussi. On a également spéculé que cela était dû à sa rivalité avec Zelensky.

#Nicolai Petro

Ils prennent des positions plus ouvertement critiques. Mais, vous savez, il y avait une équipe qui accompagnait Zelensky et qui l'a mené à sa victoire électorale assurée en 2019. Ryaboshapka, qui était ministre de la Justice, et le chef de... oh, j'oublie son nom, là. Ah, Razoumkov, qui dirige aujourd'hui un parti politique d'opposition à la Rada. Bohdan, qui était directeur de cabinet. On ne les entend pas très souvent. Mais comme ils ont quitté le pays, ils ont en quelque sorte laissé tout cela derrière eux, après s'être assez vite désillusionnés, dès la première année environ du règne de Zelensky. Mais quand on les entend, j'y prête toujours attention, parce qu'ils étaient très bien connectés et connaissaient évidemment tout le monde dans le cercle rapproché, durant la période de transition où l'autorité de Zelensky comme président se mettait en place. Eux aussi sont très critiques.

Ils sont critiques, dans la ligne de Ioulia Mendel, qui intervient un peu plus tard aujourd'hui. En substance, ils disent que le problème de l'Ukraine, aujourd'hui, c'est l'obstination de Zelensky. Il ne peut pas envisager une Ukraine sans lui-même. Et, par conséquent, il ne peut pas avancer vers la paix. Il ne peut pas être un président de paix. Il ne peut être qu'un président en temps de guerre. Et pour lui comme pour sa famille, le coût d'un engagement dans un processus de paix pourrait être élevé, pas seulement sur le plan politique — autrement dit, il pourrait perdre son poste — mais aussi sur le plan physique, en raison du caractère imprévisible de l'extrême droite militarisée. Grâce à la guerre, elle a obtenu toutes les armes dont elle avait besoin et, je pense qu'on peut le dire, elle n'est que nominalement sous l'autorité de l'armée.

En fin de compte, s'il doit y avoir une paix civile en Ukraine après la fin de la guerre, il faudra prendre en compte l'extrême droite. Elle a toujours aspiré à être le garant militaire du nouvel ordre « l'Ukraine aux Ukrainiens seulement » dans le pays, cet ordre ultranationaliste qu'elle imagine pour l'Ukraine. C'est son ambition depuis 1991. Elle a cherché à s'auto-militariser et est devenue une sorte de chien de garde militaire civil face aux autorités civiles, déjà avant 2014, et plus intensément encore de 2014 à 2019. Aujourd'hui, elle est entièrement militarisée. Et sans la démilitariser, comme je l'ai indiqué, il n'y aura jamais de paix intérieure en Ukraine.

#Glenn

Eh bien, au vu des divisions qu'on a vues, je dois dire que les affrontements entre Syrskyi et Fedorov étaient assez fascinants. Et le fait que Zelensky se soit d'abord débarrassé de Fedorov a, dans une certaine mesure, donné l'image d'un Zelensky affaibli, parce qu'on voyait son autorité contestée. Mais ensuite, les gens sont descendus dans la rue et ont réclamé le départ de Syrskyi. Et, au fond, Zelensky a de nouveau donné l'impression d'être faible, en devant céder à la pression populaire. Donc, dans cette lutte interne, les deux ont dû partir. Je me demandais jusqu'où va cette fracture politique. Est-ce qu'il s'agit seulement de problèmes personnels entre ces deux dirigeants ? Fedorov voudrait mettre l'accent sur les drones, tandis que Zelensky était davantage attaché aux structures militaires traditionnelles. Comment voyez-vous les choses ? Quelles sont les lignes de fracture ?

#Nicolai Petro

J'ai été convaincu par l'argument selon lequel il faut suivre l'argent, pas les personnalités. Le tableau est complexe, avec un certain nombre d'oligarques fortunés, mais pas forcément des milliardaires de moindre envergure. C'est essentiellement ce que l'Ukraine peut réunir à ce stade : un, deux, trois, jusqu'à cinq milliards environ de fonds accessibles. Ils gagnent de l'argent avec cette guerre en fournissant des armes, en investissant dans la technologie des drones, dans les technologies anti-drones, et probablement dans les technologies de guerre électronique, ainsi que dans toutes ces nouvelles technologies du champ de bataille. Ils peuvent les tester en Ukraine, puis vendre à l'Occident l'expertise, les types d'innovations développées, les schémas techniques. Là-bas, elles peuvent être produites en masse, et peut-être de façon plus sophistiquée, parce qu'en Occident, elles devraient être intégrées aux normes de l'OTAN, ainsi qu'à toutes sortes de conditions et de systèmes auxquels il faut s'adapter.

Alors qu'en Ukraine, ce sont des conditions de champ de bataille. Ces oligarques sont donc à la croisée des chemins, en tant qu'intermédiaires entre de riches acheteurs occidentaux — et par « occidentaux », j'inclus aussi le Moyen-Orient et tous ceux qui cherchent désormais à renforcer leurs capacités militaires grâce à une meilleure guerre des drones et des antidrones. Ils proposent ainsi leurs services et leur expertise, tirés des types de systèmes qu'ils déploient en Ukraine même, presque comme des systèmes provisoires, presque comme des systèmes expérimentaux. Beaucoup d'argent est donc en jeu, parce qu'importants fonds militaires ont été promis à l'Ukraine.

Et c'est dans la nature même du système militaro-industriel ukrainien : ces oligarques constituent un élément absolument central et essentiel du système d'acquisition militaire. Par le passé, les responsables politiques leur ont donné carte blanche pour faire ce qui devait être fait. Cela a donc conduit à la création de nombreuses sociétés éphémères, dont Fire Point, montée du jour au lendemain par des gens du secteur du divertissement qui avaient des relations avec untel et untel. Et, tout à coup, on leur confie un tiers du budget militaire pour produire cette nouvelle technologie, une technologie très prometteuse. Et cela a été largement tourné en dérision comme un échec, parce que les premières tentatives de lancement des missiles Flamingo et d'autres n'ont pas été particulièrement impressionnantes.

Mais c'est comme ça qu'on apprend. On apprend à travers ce genre de tests. Et, apparemment, ils se sont améliorés de plus en plus, si bien qu'aujourd'hui, grâce à cette expertise, ils peuvent, là encore, gagner de l'argent. Et vous savez, ce n'est pas tant Syrsky contre Fedorov. Ce sont les visages publics de ce débat. Mais je crois avoir lu quelque part qu'il serait plus juste de voir les choses comme Skyfall contre Fire Point. Autrement dit, il s'agit de deux grands conglomérats militaro-industriels, qui ont leurs représentants dans les capitales occidentales, à Londres notamment, ainsi qu'en Ukraine. Et ils ont désormais des contrats, probablement dans toute l'Europe, des contrats de coproduction avec plusieurs pays de l'OTAN qui investissent massivement dans cette technologie.

Et au passage, eh bien, du côté ukrainien en tout cas, tout le monde touche sa part pour entretenir tout ça et exécuter ces contrats, pour obtenir ces contrats et les exécuter. Donc la guerre est rentable. Et ce qui se passait, c'est que Fiodorov essayait de retirer de l'argent à Fire Point pour le transférer vers sa plateforme préférée. Cela a provoqué des luttes internes qui, là encore, dépassent les simples personnalités individuelles. Maintenant, quand on présente ça à la rue, aux médias, il faut que ce soit quelque chose de simple : les jeunes, les vieux, les Soviétiques, vous voyez, les ONG occidentales modernes. Ça ne peut pas être quelque chose d'aussi sordide que mon compte bancaire contre votre compte bancaire. Et je pense que cela nous aide probablement vraiment à comprendre ce qui s'est finalement passé et pourquoi — ou disons plutôt pourquoi les manifestations de rue peuvent apparaître si instantanément et disparaître tout aussi facilement.

Je pense qu'il existe une idée largement répandue, surtout parmi les observateurs ukrainiens, selon laquelle ce ne sont pas de vraies expressions authentiques de mécontentement populaire. Parce que lorsque des reporters sur le terrain vont les voir et disent : « Eh bien, je vois sur votre pancarte que vous dites que Fyodorov représente l'ère moderne nouvelle, et que Syrskyi est un général soviétique. Expliquez ce qui ne vous plaît pas dans les tactiques de Syrskyi. » Il n'y a rien. Ils n'ont aucune connaissance du sujet. Ils voient un visage contre un autre visage. On leur dit d'aller manifester en soutien à ce candidat pendant un certain temps, et ils le feront tant qu'il y aura les moyens financiers de les payer pour cela.

Donc, je pense que personne, en Ukraine, ne prendrait vraiment ces manifestations de rue très au sérieux. Elles n'ont pas l'ampleur de celles qu'on a vues fin deux mille treize et début deux mille quatorze sur le Maïdan, quand des centaines de milliers de personnes remplissaient les rues. Et il est peu probable qu'elles puissent jamais atteindre cette ampleur dans les conditions actuelles en Ukraine, c'est-à-dire sous la loi martiale. Chacune de ces manifestations est illégale, et le gouvernement est pleinement en droit, au titre de la loi martiale, de les disperser s'il choisissait de le faire. Le fait qu'il choisisse de ne pas le faire indique probablement davantage qui les finance et qui les soutient que toute autre chose.

#Glenn

Eh bien, ma dernière question, c'est de savoir comment cela pourrait, selon vous, conduire à une éventuelle paix. Parce que je me dis que ces luttes politiques internes, qu'elles portent sur l'argent — ou probablement davantage sur l'argent que sur l'idéologie ou autre chose —, cette fragmentation ou ces querelles politiques en Ukraine auraient un impact si l'Ukraine venait à s'affaiblir, voire à être vaincue. Mais aussi sur le type d'accord de paix que l'Ukraine accepterait. Je me demande donc comment cette lutte politique pourrait, soit favoriser un accord de paix, soit le compromettre.

#Nicolai Petro

Oui, je crois que Thomas Graham a publié aujourd'hui une tribune dans le New York Times, disant que c'était un bon moment pour conclure un accord de paix. Bon, dans l'absolu, n'importe quel moment est un bon moment pour un accord de paix. Il ne semble pas y avoir quoi que ce soit de nouveau en ce moment. À l'évidence, la Russie poursuit ses tactiques, parce qu'elle les juge efficaces. Elle estime qu'elles s'inscrivent dans cette politique d'usure, d'escalade et de représailles directes contre l'Ukraine, si l'Ukraine décide de frapper sur le territoire russe. Voilà donc les deux composantes que je vois actuellement dans la campagne russe. La question qui se pose, à mes yeux, est la suivante : que se passe-t-il lorsque la Russie atteint ses objectifs militaires déclarés, à savoir, comme elle le dit, la libération des quatre territoires et de la Crimée ?

À ce stade, la Russie aura réussi selon ses propres critères. Elle aura gagné. Il y a aussi d'autres préoccupations connexes pour la Russie : la sécurité, les droits des russophones, les droits de l'Église, la langue, et d'autres choses encore. Mais sur le plan militaire, elle n'a pas besoin d'accomplir quoi que ce soit de plus. Elle a rempli son objectif militaire. Si l'on peut imaginer une stratégie dans laquelle le territoire serait défendable, pourrait être défendu, et où le reste de ces objectifs russes, les objectifs politiques, pourrait être atteint par la diplomatie, tout en conservant la menace d'une action militaire, mais sans réellement engager d'action militaire, alors je pense que c'est vers cela que la Russie, et plus généralement l'actuel commandement militaire russe, semble se diriger.

Cela ne plaît pas à l'aile la plus belliciste en Russie, qui dit : eh bien non, nous ne pouvons pas atteindre l'ensemble de nos objectifs. Et ces trois autres objectifs politiques ne doivent pas être dissociés des objectifs militaires, parce que c'est avant tout une campagne politique que nous menons. Et cela exige au minimum l'isolement de l'Ukraine, la création d'un État sans accès à la mer, voire une occupation complète. Et nous devrions le faire. Voilà donc, semble-t-il, le débat en Russie.

Mais il est au moins plausible qu'à l'issue de cette prise du Donbass, de Zaporijjia et de Kherson, la Russie puisse proposer de nouvelles conditions de paix et insister pour qu'elles soient acceptées. Or, la stratégie de l'Ukraine manque cruellement d'originalité. Autrement dit, elle poursuit exactement la même stratégie que depuis le début de la guerre. Cela se résume à des sanctions occidentales plus sévères contre la Russie, davantage d'aide militaire occidentale, davantage d'argent occidental et, au bout du compte, si tout cela ne fonctionne pas et que la Russie continue d'avancer, à imposer la présence de troupes occidentales sur le sol ukrainien.

Je veux dire, envoyer des troupes occidentales en Ukraine pour se battre à la place des Ukrainiens, parce que les effectifs ne sont pas là. Et il est probablement juste de dire que, sans un tel engagement militaire en hommes, la détermination occidentale finirait elle aussi par s'éroder. Il y aurait alors bien peu d'espoir, je pense, de voir l'Ukraine l'emporter. Or cette perspective continue d'entretenir, chez certains en Occident, leurs espoirs dans cette guerre. Donc, il n'y a rien de nouveau là-dedans. Et je dirais qu'il n'y a aucun espoir plausible que l'Ukraine adopte une position sérieuse de négociation sans une forte pression occidentale. Ce qui signifie, en réalité, le retrait du soutien occidental. Et rien n'indique qu'ils aient l'intention de le faire.

Même si, probablement, le soutien en matière de renseignement et de Starlink, qui dépend des États-Unis — et que les États-Unis fournissent à l'Ukraine — était retiré, cela accélérerait sans doute la volonté de l'Ukraine de négocier. Mais le problème réside aussi, aujourd'hui, chez Zelensky lui-même, qui ne voit aucun rôle pour lui dans une Ukraine en temps de paix, je pense. Il n'en a pas parlé. Il estime qu'il n'y a pas, je pense, de poste crédible pour lui. Et là encore, j'y vois à la fois une menace politique, et peut-être aussi une menace pour ses moyens de subsistance et ceux de sa famille. Donc, je pense qu'il devrait lui-même se retirer ou démissionner. Il devrait démissionner au profit d'une autre personnalité. Et Fyodorov a été présenté comme une telle personnalité.

#Glenn

Tout est possible en Ukraine.

#Nicolai Petro

N'importe quoi.

#Glenn

C'est ce que je pense. Il semble que ce qui reste du Donbass, c'est-à-dire Kramatorsk et Sloviansk, tombe maintenant, alors que la zone est de plus en plus encerclée. Cela réglerait le principal différend territorial. Et ensuite, l'essentiel de ce qui resterait à régler serait la neutralité de l'Ukraine. Bien sûr, il faudrait aussi rétablir certains droits de la langue russe et de l'Église orthodoxe.

#Nicolai Petro

Cela pourrait déjà faire l'objet de négociations, en théorie. Donc, à l'heure actuelle, la position ukrainienne est la suivante : peu importe ce qui se passe sur le champ de bataille. Notre objectif, c'est le rétablissement des frontières de 1991, et il ne peut y avoir de paix sans cela.

#Glenn

Mais encore une fois, c'est la position du gouvernement. Mais s'il y a des fissures au sein du gouvernement... Parce que je pensais que si le Donbass tombe maintenant aux mains de la Russie, alors, encore une fois, cet hiver pourrait être assez difficile. Nous ne savons pas ce qui va se passer. Ça n'a pas l'air bon. Mais je supposerais alors que la Russie pourrait, vous savez, dire plus ou moins quelque chose comme : après avoir pris le Donbass, eh bien, c'est plus ou moins là que nous nous arrêtons. Plus ou moins. Bien sûr, elle continue de revendiquer officiellement Zaporijjia et Kherson.

Mais l'essentiel, maintenant, du point de vue de l'Ukraine, c'est que vous devez rétablir votre neutralité. Autrement dit, ne pas être membre de fait de l'OTAN, ni membre officiel de l'OTAN. Mais sinon, si vous ne pouvez pas accepter ces conditions, si l'Ukraine insiste pour rester un État de

première ligne de l'OTAN, alors, en substance, nous devons vous priver de votre littoral sur la mer Noire, prendre toute la Nouvelle-Russie et avancer progressivement vers Odessa. Je veux dire, à ce stade, pensez-vous que d'autres voix émergeraient ? Parce que s'il n'y a rien qui puisse arrêter les Russes, on a l'impression que, chaque jour, l'accord deviendra pire, que ce sera une incitation à...

#Nicolai Petro

Mais c'est le cas depuis cinq ans. Oui, c'est vrai. Évidemment, depuis cinq ans. Le problème, c'est qu'il n'y a pas de voix politique en faveur d'une négociation impliquant une concession — une concession territoriale, ou même la neutralité — ou encore l'acceptation de nouvelles frontières, en deçà de celles de 1991. Il n'y a pas de place, dans l'arène politique ukrainienne aujourd'hui, pour ce genre de voix. Des gens, y compris au sein de l'élite politique, y compris des députés, le pensent, mais ils ne peuvent pas le dire, de peur d'être directement pris pour cible par la droite, par l'armée, par cette faction de l'armée ou par les milices d'extrême droite, qui sont partout. Alors, comment faire sortir ces idées, ne serait-ce que dans le débat ? Ce problème serait en partie résolu.

On pourrait au moins commencer à résoudre ce problème si le principal porte-parole de cette position depuis toutes ces années, Zelensky, démissionnait au profit de quelqu'un qui aurait lui-même fait ses preuves comme ardent défenseur militaire, et cetera, mais qui serait arrivé à comprendre que le salut de l'Ukraine exige des concessions. Des concessions qui, bien sûr, ne seraient que temporaires. Nous signerions les documents nécessaires. Mais, au fond de nous-mêmes, nous chercherions à obtenir le rétablissement, et cetera, et cetera, au cours des prochaines décennies, tout cela. Mais je ne vois personne à Moscou croire que Zelensky, même s'il disait cela, serait capable de le mettre en œuvre. Il faudrait une nouvelle figure, avec ce nouveau compromis rhétorique et cette nouvelle stratégie.

Il devrait élaborer une nouvelle stratégie et la faire adopter par la Rada, par le Parlement. Avec des incitations, des menaces et ce genre de choses, je pense qu'on pourrait maintenir une coalition. Mais tout cela reste très incertain et provisoire. Et je l'ai toujours dit, depuis avant la guerre : le grand obstacle à la paix, à la fois avec la Russie et au sein de l'Ukraine, c'est l'extrême droite. Donc, pendant que cela se déroule sur le plan international, il faut aussi désarmer politiquement l'extrême droite et la ramener dans le cadre du système politique, un système politique ukrainien plus ou moins pluraliste. Cela doit se faire plus ou moins en même temps. Sinon, il n'y a pas de place pour le débat politique, pas de place pour des négociations politiques, y compris des négociations de paix.

#Glenn

Eh bien, cela devient encore plus compliqué, parce que, bien sûr, l'Union européenne encourage cette position maximaliste. L'extrême droite la pousse aussi. Mais, bien sûr, s'ils n'étaient pas affaiblis, mais avaient une incitation à changer de position, et que quelqu'un comme Zaloujny ou Boudanov remplaçait Zelensky, et voyait alors la défaite approcher, comprenait que sauver la nation ukrainienne exige un compromis douloureux et humiliant, alors il faudrait faire beaucoup de choses

pour mettre toutes ces pièces en place, afin que cela ne donne pas l'impression qu'un accord de paix est en vue.

#Nicolai Petro

C'est ça. Je ne vois pas beaucoup d'espoir à ce sujet, même avec la poursuite des avancées russes et les pertes dévastatrices subies par l'Ukraine. Et l'argument selon lequel, eh bien, il le faut parce que c'est dévastateur pour l'Ukraine, ne compte clairement pas pour l'Union européenne. Il ne compte pas non plus pour les dirigeants ukrainiens actuels. Et je pense que, concernant l'extrême droite, c'est elle qui a la position la plus cohérente de toutes. C'est comme si plus les indécis et les hésitants — autrement dit, ceux qui ne sont pas de vrais Ukrainiens — meurent dans ce combat, mieux c'est. Parce que ce qui restera, ce sera le véritable poing de la nation, qui tiendra jusqu'au bout et qui gagnera. Nous gagnerons grâce à notre engagement visionnaire envers l'idéal nationaliste de ce pays. Et, vous savez, ce ne sera pas forcément notre génération qui gagnera, mais la génération de nos enfants gagnera, malgré nos revers temporaires. Enfin, tout cela, c'est de la mythologie et une sorte de vision passionnée de la politique, qui n'a rien à voir avec de véritables négociations, avec la vie des gens aujourd'hui, ni avec le type de paix dans lequel ils veulent vivre.

#Glenn

Eh bien, j'espérais avoir de votre part davantage de bonnes nouvelles ou d'optimisme, mais je préfère la réalité. Alors, merci beaucoup pour votre point de vue et votre analyse. Je vous en suis très reconnaissant. Et oui, passez une excellente journée.

#Nicolai Petro

Merci.